

Un problème de voisinage

L'invention d'une identité européenne est un préalable à une politique méditerranéenne, nous dit le chercheur Ghassan Salamé, qui tire ses conclusions – amères – du processus de Barcelone.

Quel bilan peut-on dresser du partenariat euro-méditerranéen, inauguré par la conférence de Barcelone en novembre 1995 ? On a un peu le sentiment qu'il est entré en hibernation...

► En effet. Le dernier rapport du Commissaire européen chargé du dossier est dévastateur. Le sommet, qui s'est tenu à Malte en avril 1997, fut un désastre total. D'une manière générale, les accords euro-méditerranéens qui ont été signés récemment ne sont pas fondamentalement différents des précédents, comme si Barcelone n'avait pas existé. En d'autres termes, Barcelone n'a pas représenté le tournant que l'on attendait. Et c'est aujourd'hui un processus à bout de souffle. Les Européens, littéralement habités par le précédent d'Helsinki, ont voulu reproduire ce modèle conçu pour l'Europe de l'Est en Méditerranée. Mais le schéma d'Helsinki, fondé sur une énorme querelle de la famille européenne, n'a aucun sens dans le contexte méditerranéen. Il ne s'agit ni d'une querelle de famille ni d'un affrontement idéologique mais d'un problème de voisinage. Pour que le partenariat euro-méditerranéen ait la moindre chance de réussite, il faudrait donc commencer par imaginer un cadre différent.

A quels niveaux le processus est-il à bout de souffle ?

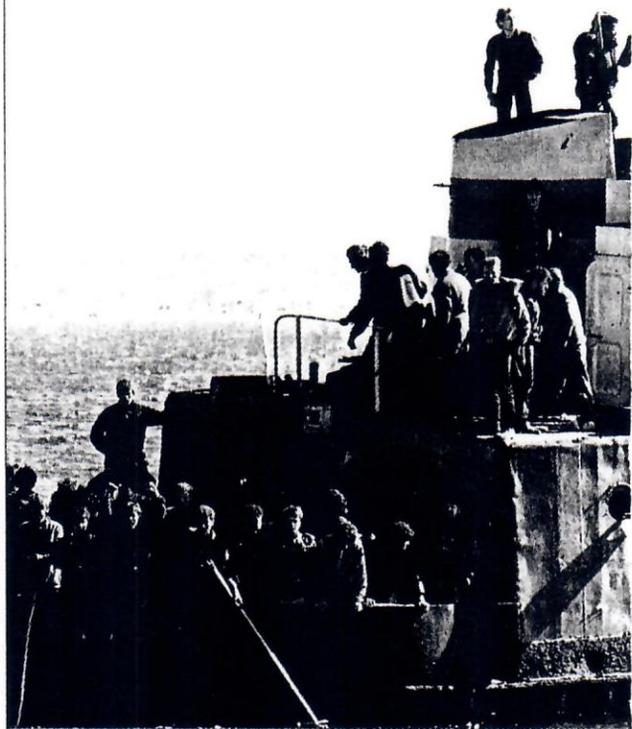
► Tout d'abord, le processus semble bloqué sur la question fondamentale du partenariat économique. Car très vite, un immense vague à l'âme a saisi les pays de l'autre rive au sujet de la zone de libre-échange à l'horizon de 2010. Les pays du sud et de l'est de la Méditerranée ont en effet réa-

lisé qu'un tel projet bouleverserait le fondement même de l'Etat. La zone de libre-échange, cela signifie que l'essentiel des recettes fiscales doit venir non plus de la taxation des importations mais de l'impôt sur le revenu. Et même les bons élèves, comme la Tunisie et le Maroc, pensent qu'il s'agit d'un coup de poker très risqué. L'imposition sur le revenu est, dans le meilleur des cas, embryonnaire. En outre, ces pays ont réalisé à quel point la concurrence pouvait déstabiliser une bonne partie de leur industrie naissante. 50 à 60 % de la petite industrie tunisienne pourrait ainsi être détruite par la zone de libre-échange. Les Etats du sud de la Méditerranée sont donc, pour des raisons économiques et politiques évidentes, réticents envers cette aventure. C'est le noyau de la panne qui frappe le processus.

Et puis, il y a la dimension politique. Il faut dire que les pays arabes ne savaient pas ce qu'ils voulaient. Ils ont d'abord accepté de venir à Barcelone parce que cela n'avait rien à voir avec le processus de paix, sinon ils n'auraient jamais participé à cette conférence avec Israël. Après quoi, les mêmes, à Malte, ont propulsé cette question sur le devant de la scène. Chassez le politique, il revient au galop ! L'impasse du processus de paix, obsédante pour l'ensemble de la région, est l'une des raisons de l'échec de Barcelone.

Enfin, il reste le domaine stratégique. Les Européens souhaitent parler de sécurité avec leurs voisins du Sud, mais les vraies questions stratégiques sont exclues du processus de Barcelone. De quoi s'agit-il ? L'adhésion de nouveaux membres dans l'Otan ; la possibilité pour l'Otan d'agir hors zone, comme elle le fait déjà en Bosnie, ce pays méditerranéen ; la création de l'Euro-mafor (état-major maritime commun à la France, l'Italie, l'Espagne et le Portugal) ; le commandement du flanc sud de l'Otan... Toutes ces questions sont fondamentales pour l'avenir des relations euro-méditerranéennes mais le processus de Barcelone en est dépossédé. Et les pays arabes voient cela comme un véritable signe de duplicité de la part de l'Europe, qui les autorise à

ETTORE MALANGA/SIPA PRESS



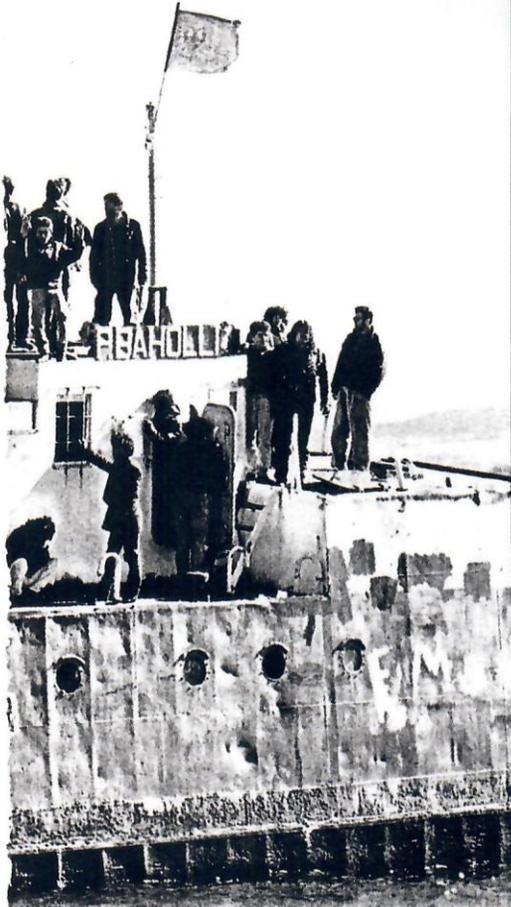
17 mars 97, des milliers d'Albanais tentent de franchir l'Adriatique, souhaitent parler sécurité avec leurs voisins du Sud mais les vraies ques-

tionner de terrorisme et d'immigration au sein du partenariat euro-méditerranéen mais pas des vraies questions stratégiques qui sont des affaires strictement européennes et américaines. Barcelone apparaît ainsi dans l'ordonnancement stratégique européen comme l'entrée de service. Ni la Bosnie, ni les sanctions contre la Libye, ni la guerre civile en Algérie n'ont jamais été traitées dans le cadre du processus de Barcelone.

D'une manière générale, au-delà de cette duplicité stratégique, l'Europe a-t-elle une vision claire de ses relations avec les pays méditerranéens ?

► Au moment de la préparation de Barcelone, en 1993-95, de nombreux pays ont renoncé. Au sommet de Cannes en juin 1995, par exemple, les Britanniques ont voulu réduire de moitié l'engagement financier. A la vérité, l'initiative est venue des pays euro-méditerranéens comme l'Italie, l'Espagne ou la France, qui ont passé leur temps à partir de 1991 à dire aux Allemands et aux autres : il faut faire au Maroc ce que nous avons fait en Hongrie, parce que cela nous concerne d'ailleurs. Mais ce n'était pas sans arrière-pensées car les pays latins, très déstabilisés par la dérive vers l'Est du continent, voulaient surtout utiliser le partenariat euro-méditerranéen comme une tentative de rééquilibrage géopolitique interne. Dans ces conditions, les pays du Nord n'ont guère

Ghassan Salamé, chercheur au Centre d'études et de recherches internationales à Paris. Il est notamment l'auteur de *Appels d'Empire*, paru aux éditions Fayard.



pour se réfugier en Italie. Ghassan Salamé : « Les Européens des stratégies sont exclues du processus de Barcelone. »

fait preuve d'enthousiasme pour cette opération et les pays du Sud ont manqué de volonté. En tout état de cause, le parrainage de l'Europe centrale par l'Allemagne a été spontané, brutal, systématique ; et le parrainage de la Méditerranée par les pays latins l'a été beaucoup moins.

Comment expliquer que les pays latins n'aient pas joué le jeu ? Avons-nous surestimé la communauté de destin qui nous lie ?

► Bien sûr, au niveau culturel, religieux, économique, ou politique, Prague et Budapest ne sont pas Le Caire et Alger. Mais c'est la disproportion dans l'attitude européenne qui est étonnante. L'effort consenti envers le Sud ne représente pas le tiers du quart de la moitié de l'effort consenti envers l'Europe de l'Est. Ces malheureux dix milliards d'écus que l'Europe va jeter de l'autre côté de la Méditerranée en investissements et en prêts représentent 1,5 % environ de l'enveloppe que l'Allemagne de l'Ouest a investie en Allemagne de l'Est. Certes, c'est un cas de réunification qui n'a rien de comparable. Mais cela donne malgré tout une idée de la perception des enjeux.

Peut-on dire en conséquence qu'il existe une tentation de l'indifférence à l'égard de la rive sud de la Méditerranée ?

► Il ne s'agit pas d'indifférence. L'Europe ne peut pas être indifférente à ce qui se passe de l'autre côté de la Méditerranée, pour des raisons évidentes. Le conflit israélo-arabe possède une charge symbolique trop forte. Les événements

d'Algérie ont des conséquences sur la sécurité intérieure de plusieurs pays d'Europe. Et puis c'est une zone de proximité, notamment touristique. Enfin, l'appartenance à cette région se fait sentir dans les quartiers chauds de Berlin comme dans les banlieues françaises...

Le risque n'est pas tant l'indifférence que la tentation de revenir à une approche réactive des problèmes de la région, et de lâcher avec Barcelone l'idée d'une vision à long terme. Le risque, c'est de se laisser submerger par le sentiment d'impuissance. Le risque, c'est de renoncer à prendre le problème méditerranéen à bras le corps, de renoncer à lui donner un cadre d'approche collectif, régulier, plurifonctionnel.

Est-ce que la politique étrangère commune (PESC) pourrait prendre le relais en cas d'échec total du processus de Barcelone ?

► C'est une question essentielle. Car les Européens ont conçu la politique méditerranéenne comme une sorte de test de la future politique étrangère commune, une sorte de brouillon. Et cela n'a pas marché. Alors, à l'inverse, est-ce que la Politique étrangère commune, une fois mise en route, pourrait reprendre à la base le problème méditerranéen et en faire un cas d'école du rôle de l'Europe dans le monde ? Ma réponse est oui, mais ce n'est pas pour demain. La crise irakienne vient de nous rappeler brutalement combien l'Europe peut faire preuve de divergences politiques sur cette région.

L'Europe peut-elle se montrer plus efficace sur le dossier algérien ?

► Je ne suis pas l'avocat d'un intérêt spectaculaire de l'Europe pour l'Algérie. Nous sommes face à une situation où il faut éviter d'être manipulés par les acteurs intérieurs, d'une part, et qu'il ne faut pas réduire à un problème humanitaire d'autre part, car l'Algérie n'en a pas besoin. Mais, surtout, il faut que l'Europe travaille sur elle-même, qu'elle réfléchisse à sa vision de l'islam et de l'islamisme. En outre, il faut s'interroger sur les conceptions allemande et française de la citoyenneté. Parce que le problème de l'islam et de l'islamisme pose la question de la capacité des pays européens à intégrer leurs immigrés. Question sur laquelle la France et l'Allemagne ont des réponses très différentes. Le problème algérien, en trahissant avec une telle clarté les a priori philosophiques européens, interdit aux diplomates d'agir d'une manière intelligente sur ce dossier.

Le résultat, c'est que la communauté internationale est en train de garantir en Algérie une politique d'enclavement des zones utiles, en particulier les champs pétroliers du Sud. Nous assistons ainsi à une séparation des ressources et de la population, et à une réduction du rôle de l'Etat à celui d'intermédiaire entre la production de ressources et le contrôle de la population.

Quelles seraient, dans ces conditions, les impératifs d'une politique européenne intelligente en Méditerranée ?

► En Méditerranée, l'Europe ne peut pas se contenter d'être un colosse commercial qui cherche à mieux gérer son environnement immédiat, comme Barcelone nous en donne l'impression. Il faut donc qu'elle ait une crédibilité géopolitique. Mais ça, c'est trop lui demander pour le moment. Car une approche européenne de la Méditerranée ne peut pas aller sans le règlement de problèmes intérieurs à l'Europe et sans une réflexion sur la relation euro-américaine. L'Europe ne peut pas jouer à l'Europe dans ses rapports économiques avec la Méditerranée tout en jouant à l'Occident dans ses rapports stratégiques avec la Méditerranée... La région reflète ainsi à merveille l'inachèvement de la construction européenne. L'invention d'une identité européenne est un préalable à une politique méditerranéenne, et non l'inverse comme a voulu nous le faire croire Barcelone.

Au total, faute de vraie politique méditerranéenne, les deux rives auront-elles tendance à s'éloigner ces prochaines années ?

► Pas forcément. Bien sûr, la connaissance des langues européennes de l'autre côté de la Méditerranée va probablement s'amenuiser. D'autre part, l'influence du modèle étatique et administratif européen risque d'être sérieusement ébranlé dans ces pays, qui imagineront sans doute des institutions différentes. Mais il me semble au contraire que nous avons enfin une chance de dépasser les scories de la période coloniale. Et cela dépendra essentiellement de l'attitude européenne à l'égard de l'entrée de la région dans la mondialisation. Dans ces conditions, l'Europe doit banaliser ses rapports avec l'autre rive de la Méditerranée et se donner pour but d'accompagner leur entrée dans la mondialisation... au lieu de s'y opposer.

Il faut aller de l'avant en se présentant comme le véhicule d'une mondialisation plus respectueuse des sociétés. Cela rappelle dans une certaine mesure le rôle que le Japon a joué en Asie. Voilà le défi fondamental pour les Européens. L'Europe pourra alors refuser la mainmise américaine sur le Golfe et développer une relation avec l'Afrique du Nord et le Levant qui ferme la parenthèse de Suez. La guerre froide avait en quelque sorte cassé la relation euro-méditerranéenne pour faire de la région une zone réservée aux grandes puissances ; la fin de la guerre froide permet enfin de refermer cette parenthèse et autorise l'Europe à retrouver sa place en Méditerranée, à condition de ne pas céder à la tentation néo-coloniale.

Propos recueillis par SANDRINE TOLOTTI